

EXEMPLE 3 DE TEXTE DE POLITIQUE GENERALE

Commission : Conseil économique et social

Thème : Les paradis fiscaux

Auteur : Japon

L'évolution historique des paradis fiscaux a pour origine la deuxième moitié du XXème siècle. Leur boom correspond au développement industriel et économique des années d'après-guerre ainsi qu'au processus de décolonisation de certaines puissances européennes. Motivés par diverses circonstances, certains territoires ont conçu des systèmes fiscaux capables d'attirer les capitaux étrangers en utilisant pour cela les structures les plus variées tant juridiques que fiscales.

Le Japon est conscient du fait que les paradis fiscaux créent des situations négatives en ce qui concerne la croissance économique des pays d'où proviennent les capitaux qui arrivent dans les paradis fiscaux. Le Tax Justice Network publiait il y a quelques mois, une étude démontre s'il n'y avait pas de fuites des capitaux vers les paradis fiscaux, les pays débiteurs seraient des pays créditeurs. Selon le Tax Justice Network, entre 21 et 32 milliards de dollars proviennent de 139 pays à faibles et moyens revenus.

Les paradis fiscaux permettent à des personnes individuelles ou des entreprises de pratiquer deux grands types d'activités criminelles. Tout d'abord, cela permet de pouvoir déposer leur argent en toute discrétion, sans que leurs pays d'origine n'en sachent rien. De plus, ces individus ou entreprises ne payent d'impôts à l'Etat d'origine. Ce qui implique que les pays d'où provient cet argent l'argent ne peuvent pas améliorer les services publics comme l'éducation, la santé ou les transports en raison de la fuite de ces capitaux.

Ensuite, ces activités criminelles permettent aussi le blanchiment d'argent dont l'origine est liée à des activités commerciales illicites comme le trafic d'êtres humains, de drogues, de la vente d'armes ou de médicaments et produits contrefaits.

Le Japon estime qu'avec les impôts que recevraient les pays d'origine si les capitaux n'étaient pas acheminés vers les paradis fiscaux, les Etats pourraient améliorer la situation économique de leur pays et réduire ainsi leur dette, mais aussi créer plus d'emploi, améliorer leurs universités ou fournir des aides sociales.

Le Japon estime qu'il est du devoir de la communauté internationale de freiner les paradis fiscaux, en créant des administrations contre cette situation et/ou négocier des accords avec les paradis fiscaux.

Le Japon estime que le conseil économique et social a les moyens et donc l'obligation d'arrêter cette évasion fiscale, avec des lois qui interdisent ces flux de capitaux vers des pays sans impôts.

La secrétaire d'Etat de coopération internationale est intervenue pendant la conférence des Nations Unies sur la crise économique et financière et son impact dans le développement en insistant sur la nécessité de lutter contre ces évasions fiscales.

Le Japon a soutenu la majorité des conventions et traités fondamentaux proposés par les Nations Unies en 2000 lors du Sommet du Millénaire et s'implique pleinement dans la lutte contre les paradis fiscaux afin d'améliorer l'économie mondiale.